

impôts indirects (comme la taxe sur la valeur ajoutée) le sont moins. De plus, le taux d'impôt (83 p. cent) au sommet de l'échelle salariale est un des plus élevés au monde et est considéré par certains comme un dissuasif.

La place qu'occupent les investissements dans le revenu national est plus faible en Grande-Bretagne que dans nombre d'autres pays, mais c'est là probablement un symptôme plutôt qu'une cause de la faible croissance économique puisque, dans le court terme, l'économie tourne si lentement que la croissance pourrait être accélérée tout simplement en utilisant mieux les ressources actuelles, du moins pendant quelques années.

Une partie du problème de la Grande-Bretagne tient presque certainement au fait que, malgré sa taille modeste (55 millions d'habitants), elle continue de jouer toute la gamme industrielle, notamment dans les technologies de pointe, alors que les concurrents qui la devancent, comme le Japon, se sont concentrés sur un nombre relativement faible de domaines manifestement en croissance et y consacrent des ressources substantielles. C'est ainsi qu'en 1978 la Grande-Bretagne reste un conglomérat technologique qui tente de maintenir sa présence dans le secteur de l'avionnerie, des moteurs d'aéronefs, des ordinateurs, du nucléaire (avec au moins trois filières différentes), de la défense et nombre d'autres, y compris le *Concorde*. Aucun autre pays de taille comparable, sauf peut-être la France, cherche à entrer en lice dans autant de domaines variés à la fois. Il faut ajouter que la France a l'avantage de se suffire sur le plan alimentaire, alors que la Grande-Bretagne doit importer la moitié de ses approvisionnements.

### Espoirs

Le gouvernement espère que le jeu combiné de sa stratégie industrielle et de ses plans pour l'amélioration des relations ouvrières-patronales par lesquels il veut encourager les sociétés à faire l'expérience de la démocratie industrielle prépareront un terrain propice où les recettes pétrolières énormes de la mer du Nord (qui atteindront bientôt 5 milliards de livres par année) pourront instaurer de façon permanente un taux de croissance plus élevé.

Cet espoir se réalisera-t-il? L'expérience des 12 derniers mois n'est pas encourageante. Bien que le gouvernement ait annoncé à plusieurs reprises que l'économie commençait enfin à décoller, rien ne s'est produit jusqu'à maintenant. Lors de ses pourparlers avec le Fonds monétaire international en décembre 1976, le gouvernement avait prédit une croissance économique de 2 à 3 p. cent. fondée sur une augmentation de 9 p. cent des exportations. Dans les faits, et bien que les exportations aient été étonnamment vigoureuses (valant à la Grande-Bretagne l'insigne distinction d'augmenter sa part du commerce mondial),

elles sont restées en deçà des attentes et l'économie a marqué le pas tout au cours de 1977.

Toutefois, les indicateurs financiers ont dépassé tous les espoirs. L'approvisionnement monétaire a été très strict et les emprunts du secteur public (c'est-à-dire la différence entre le revenu tiré des impôts et les dépenses gouvernementales), beaucoup plus faibles que prévus. Quant à la balance des paiements, il y a eu un petit excédent au lieu du déficit de 1 milliard et demi de livres annoncé au FMI à la fin de 1977. Si l'orthodoxie financière constituait un substitut acceptable à la production industrielle, le pays aurait été sur la voie du redressement économique.

Le gouvernement prévoit qu'en 1978 une hausse de 14 pour cent des investissements dans le secteur manufacturier ainsi qu'un accroissement de 3 1/2 p. cent de la production et de 6 p. cent des exportations permettront à l'économie de croître de 3 1/2 p. cent. On espère qu'un redressement cette année amorcera une période soutenue d'expansion, rendue possible par le pétrole de la mer du Nord, et que la Grande-Bretagne gravira ainsi plusieurs échelons dans l'échelle internationale de la croissance économique.

La plupart des observateurs reconnaissent qu'il y aura sans doute une reprise substantielle des investissements cette année et que le gouvernement réussira à ramener l'inflation à moins de 10 p. cent. Il est à peu près certain que la hausse annuelle des prix (12 p. cent à la fin de 1977) sera davantage réduite en raison du succès qu'a connu la politique des revenus l'année précédente (réduction des augmentations salariales à moins de 9 p. cent) et par suite de la vigueur de la livre qui diminue la teneur «importée» de l'inflation.

Il reste à savoir si la production augmentera et si cette éventuelle augmentation sera soutenue. Théoriquement, il devrait y avoir hausse, car on s'attend à ce que la consommation augmente d'au moins 3 p. cent. Le gouvernement a diminué les impôts en 1977 et envisage de retrancher un autre 2 milliards de livres dans son budget d'avril prochain. Il s'ensuivra un accroissement du pouvoir de dépenser au moment où l'augmentation des prix devrait tomber en deçà du niveau des augmentations salariales sous le régime plus libéral de la troisième étape de la politique des revenus du gouvernement. Bref, les gens devraient avoir plus d'argent à leur disposition.

A moins qu'ils décident inopinément d'épargner ce supplément de revenu, ils finiront par le dépenser. Les conditions sont donc réunies pour un faible boom de consommation. La demande de biens devrait être suffisante pour que les industries de la Grande-Bretagne se remettent à tourner. Cela suppose que les revenus supplémentaires ne sont pas consacrés à l'achat d'importations, d'où la pire crainte des économistes - c'est-à-dire que le pétrole de